

UNION DE L'OPPOSITION ET CONQUÊTE DU POUVOIR AU TOGO : UNE QUESTION DE RELATIONS INTERPERSONNELLES ET D'EGOS

Adoté Akué AKPABIE

Université de Lomé-Togo
levycarlos2@yahoo.fr

Résumé

À la faveur de la restauration de la démocratie, de nombreux partis politiques ont été créés et sont pour la plupart inscrits sur la liste de l'opposition au Togo. Dans ce contexte, les chercheurs conviennent des vertus de l'union de l'opposition, contrairement aux initiatives solitaires dans la quête du pouvoir. Force est de constater qu'au Togo, l'unicité d'action est l'exception et les actions solitaires la règle, malgré plusieurs tentatives d'union de l'opposition en vue d'obtenir l'alternance ou d'influencer le pouvoir. L'objectif de cette recherche est de rendre compte de la responsabilité des relations interpersonnelles et de l'expression des egos dans les différents projets de regroupement de l'opposition au Togo. Il est avancé en guise d'hypothèse que les regroupements de l'opposition autour des projets communs de conquête de pouvoir se heurtent fondamentalement aux relations interpersonnelles dégradées et à l'expression des egos favorables aux actions solitaires.

Par le biais des données secondaires, la recherche révèle que les difficultés d'union de l'opposition autour d'un projet commun sont d'une part, une résultante des rancœurs et frictions accumulées par les acteurs de l'opposition au Togo dans leurs interactions en politique, depuis 1990 ou en dehors. Se venger du compagnon de lutte prend le dessus sur l'intérêt général. D'autre part, la représentation et la conscience qu'ont les leaders politiques d'eux même, en tant qu'individus plus méritant que les autres et cherchant à tout prix à l'imposer, entravent l'unicité d'action de l'opposition pour l'atteinte des objectifs escomptés. Une initiative d'union ne doit sa survie que dans la reconnaissance et valorisation d'un ou une poignée d'acteurs politiques convaincus de leur statut de supériorité.

Mots-clés : *Union, opposition, conquête, relations interpersonnelles, egos*

Abstract

The restoration of democracy has led to the creation of numerous political parties, most of which are on the opposition list in Togo. In this context, researchers agree on the virtues of opposition unity, as opposed to solitary initiatives in the quest for power. It has to be said that, in Togo, single-issue action is the exception and solitary action the rule, despite several attempts to unite the opposition with a view to obtaining alternation or influencing power. The aim of this research is to account for the responsibility of interpersonal relations and the expression of egos in the various opposition grouping projects in Togo. The hypothesis is that opposition groupings around common projects to win power are fundamentally hampered by degraded interpersonal relations and the expression of egos favourable to solitary actions.

Through secondary data, the research reveals that the difficulties of uniting the opposition around a common project are, on the one hand, a result of the resentments and frictions accumulated by opposition players in Togo in their interactions in politics, since 1990 or outside. Revenge against one's comrade takes precedence over the general interest. On the other hand, the representation and self-awareness of political leaders, as individuals more deserving than others and seeking to impose this at all costs, hampers the unity of action of the opposition to achieve the desired objectives. A unity initiative can only survive if one or a handful of political players, convinced of their superior status, are recognised and valued.

Keywords : *Union, opposition, conquest, interpersonal relationships, égots*

0. Introduction

Le processus démocratique en Afrique connaît des fortunes et résultats divers. P. Quantin (cité par Afrique politique, 1995, p. 282) dresse le résumé du processus démocratique en Afrique en distinguant « les transitions sans alternance, les alternances sans rotation des élites ». En Afrique de l'Ouest, la tendance est à l'alternance au pouvoir. En effet, dans les dix dernières années, presque tous les pays de l'Afrique de l'Ouest ont connu l'alternance au pouvoir. L'opposition a de plus en plus d'opportunités d'accéder au pouvoir par les urnes. Ainsi, au Ghana en 2016, John Dramani Mahama est battu par Nana Akufo-Adoo de l'opposition. Dans la même année, Patrice Talon défait Lionel Zinsou, dauphin du président Yayi Boni. En 2017, Georges Weah de l'opposition bat Joseph Boakai, candidat du parti au pouvoir sortant au Liberia. Dans la même année, Yahya Jammeh au pouvoir depuis vingt-deux ans en Gambie est battu par Adama Barrow de l'opposition. En 2018, l'opposition accède au pouvoir en Sierra Léone avec la victoire de Bio Maada Julius face au candidat du parti au pouvoir Kamara Samura. Après une révolution, en 2014, l'opposition au Burkina-Faso accède au pouvoir par les urnes avec Roch Marc Christian Kaboré.

En dehors de ces pays qui ont expérimenté l'alternance au pouvoir, on distingue des pays aux partis dominants, caractérisés par les victoires successives aux différentes élections depuis plusieurs années. Certaines formations politiques, depuis 1990, ont montré une assise politique importante et inébranlable face à des partis d'opposition fragmentés, qui disparaissent au fur et à mesure que des résultats décevants s'accumulent. Le Togo présente les caractéristiques d'un système politique avec un parti dominant. L'opposition au Togo n'a remporté aucune élection à l'exception des législatives de 1994, qui n'a été que de courte durée. Toutes les élections présidentielles au Togo ont été remportées par le

parti au pouvoir depuis 1963. Face aux partis dominants, les chercheurs s'accordent à dire qu'une union de l'opposition vaut mieux que se présenter aux élections en rang dispersé, car il y a plus de chance en une unité d'action que dans l'expression des individualités. S. Lindberg, (2006, p. 80) approuve cette assertion lorsqu'il déclare : « en général, ce n'est que lorsque l'opposition est capable de s'unir pour former des coalitions électorales ou post-électorales qu'elle peut arriver à prendre le pouvoir. Le Kenya en est peut-être « l'archétype ». Non seulement, au Kenya en 2002 où une coalition de l'opposition constituée quelques mois avant l'élection présidentielle a réussi à battre l'Union Nationale du Kenya (KANU) au pouvoir quatre décennies après l'indépendance, en Gambie, Yahia Jammeh au pouvoir depuis vingt-deux ans fut défait grâce à une coalition des partis politiques avec à sa tête Adama Barrow.

G. Mwakikagile (2007, p. 638) réitère le poids des coalitions d'oppositions dans la conquête du pouvoir face aux partis dominants : « les partis d'opposition peuvent remporter des élections, à condition qu'elles ne soient pas truquées, s'ils forment une coalition et s'unissent autour d'un même candidat à la présidence comme cela s'est produit au Kenya ». Face aux vertus reconnues à l'union de l'opposition, la responsabilité des partis d'opposition est engagée dans l'émergence des partis dominants. Leur maladresse justifie pour une part le déficit de l'alternance. D. Dia (2010, p. 233) met en exergue la responsabilité de l'opposition en ces termes :

« C'est plutôt sur l'échec continu des partis d'opposition, divisés, piégés et instrumentalisés par le pouvoir que se construit la victoire des partis présidentiels et des coalitions soutenant le chef de l'Etat. En conséquence, le premier support de ce redéploiement de la puissance présidentielle est d'abord l'incapacité des oppositions dans les Etats d'Afrique noire francophone à s'organiser autour de projets véritablement alternatifs. Cette incapacité se traduit par une faiblesse des renouvellements au sommet de l'Etat et surtout par la réalisation du paradoxe vécu en Espagne en 1970 et qui se reproduit dans les scénarios africains de sortie de dictature ».

Au Togo, l'union de l'opposition face à un pouvoir sexagénaire peine toujours à se constituer. Depuis 1993, l'opposition n'a réussi à réaliser une coalition pour les élections présidentielles qu'en 2005. Malgré des incessants appels à une candidature unique à l'occasion des élections présidentielles, les initiatives se réduisent juste à des intentions qui n'aboutissent pas. Dans cette stratégie fragmentée, le parti au pouvoir est sorti toujours victorieux à toutes les élections depuis 1998.

Au regard des vertus de l'union de l'opposition évoquées, l'on peut conclure que si la victoire des coalitions n'est pas automatique lors des élections, il est reconnu que l'unicité d'action est plus payante que les actions fragmentées. Dans la recherche des sources des difficultés de réalisation de l'union de l'opposition au Togo, une attention particulière est accordée aux relations interpersonnelles et aux egos. Cette recherche s'adosse à l'interactionnisme, à l'analyse stratégique et au choix rationnel. Elle vise à contribuer à la théorie des coalitions politiques et à identifier un fragment d'entraves au choix d'un candidat unique de l'opposition au Togo.

1. L'union de l'opposition, une valeur ajoutée à la conquête du pouvoir

L'union de l'opposition prend souvent l'aspect d'une coalition de forces politiques pour l'atteinte d'objectifs politiques dans une durée plus ou moins courte. Comme l'indique E.H. Diop (2006, p. 466) : « la coalition de partis politiques signifie en l'occurrence un ensemble de partis se groupant ou se concertant pour obtenir un certain nombre de résultats ». Le nouveau contexte politique africain en général et togolais requiert des réflexions sur les stratégies de l'opposition dans leurs différentes tentatives d'opérer l'alternance au pouvoir. La restauration de la démocratie à partir de 1990 a provoqué un foisonnement de partis politiques notamment de l'opposition qui se partagent l'électorat. Cette réalité met sans doute le pouvoir en position de force face à l'opposition. Pour compenser le handicap de la pluralité des partis d'opposition face au parti au pouvoir soudé et plus nanti, l'union de l'opposition est une alternative. Elle l'est pour exiger des conditions optimales pour l'obtention des concessions sur des questions de réformes, libertés politiques, abus de pouvoir, conditions des élections justes et équitables, mais aussi pour conquérir le pouvoir par les urnes.

Dans ce contexte, le président Aboudoulaye Wade reçu le soutien de la coalition dénommée “les 11”. « Ledit front de résistance exige entre autres la libération de Wade et ses co-inculpés dont Amath Dansokho et insiste sur la levée de l'état d'urgence à Dakar, l'organisation de nouvelles élections, le respect des libertés et des droits de l'opposition entre autres » (Senenews, 2019, p. 1). Au Togo, une coalition de quatorze partis d'opposition (C14) a réussi par sa force de mobilisation à partir de 2017, à obtenir les réformes constitutionnelles avec la restauration de la limitation du mandat présidentiel intervenue en 2019. Il est toujours préférable de s'unir contre le pouvoir que d'aller en rang dispersé sur tous les fronts de rapport de force ou de compétition électorale.

Sur le plan électoral, les effets des coalitions de l'opposition dans la survenance des alternances au pouvoir sont significatifs en Afrique. Le tableau 1 illustre l'ampleur des victoires électorales sous l'impulsion des coalitions de l'opposition en Afrique entre 1993 et 2024.

Tableau 1 : Répertoire des victoires de l'opposition et leur stratégie en Afrique 1993-2012

N° d'ordre	Pays et année	Leaders et parti sortant	Leader et parti gagnant	Coalition électorales
1	Burundi : 1993	Pierre Bouyoya : UPRONA	Melchior Ndadaye	Oui
2	Cap-Vert : 1991	Arside Pereira : PAICV	Antonio M. Monteiro : MPD	Non
3	Cap-Vert : 2001	Veiga Carlos : MPD	Peidro Pires : PAICV	Oui au 1 ^{er} tour
4	RCA : 1993	André Kolingba : RDC	Ange Félix Patassé	Oui au 2 nd tour
5	Congo : 1992	Denis S. N'guesso : PCT	Pascal Lissouba : UPADS	Oui au 2 nd tour
6	Côte d'Ivoire : 2000	Robert Gueï	Laurent Gbagbo : FPI	Non
7	Ghana : 2000	John Atta Mills : NDC	John Kufuor : NPP	Non
8	Ghana : 2008	Akufo Ado : NPP	John Atta Mills : NDC	Non
9	Guinée-Bissau	Bacai Sanha : PAIGC	Kumba Yala : PRS	Oui au 2 nd tour
10	Kenya : 2002	Uhuru Kenyatta : KANU	Mwai Kibaki : NARC	Oui
11	Madagascar : 1993	Didier Ratsuraka : MMSM	Albert Zafy : UNDD	Oui au 2 nd tour
12	Malawi : 1994	Hasting Banda : MCP	Bakili Muluzi : UDF	Non

13	Maurice : 1995	Anerood Jugnauth : MSM/MMM	Navinchindra Ramgoolam : PTM/MMM	Oui
14	Maurice : 2000	Navinchandra. Ramgoolam : PTr	Anerood Jugnauth : MSM/MMM	Oui
15	Sénégal : 2001	Abdou Diouf/PS	Abdoulaye Wade	Oui
16	Sénégal : 2012	Abdoulaye Wade : PS	Macky Sall	Oui 2 nd tour
17	Lesotho, 2012	Pakalitha Mosisili, DC	Thomas Thabane, ABC	Oui
18	Malawi, 2014	Joyce Banda, PP	Peter Mutharika, DPP	Oui
19	Tunisie, 2014	Moncef Marzouki, CPR/ Indépendant	Beji Caid Essebsi, NT	Oui
20	Maurice, 2014	Navinchandra Ramgoolam, AS	A. Jugnauth, MSM-MMM	Oui
21	Nigeria, 2015	Goodluck Jonathan, PDP	Muhammadu Buhari, APC	Oui
22	Lesotho, 2015	Thomas Thabane, ABC	Pakalitha Mosisili, DC	Oui
23	Sao Tomé-et-Príncipe, 2016	Manuel Pinto da Costa, Indépendant	Evaristo Carvalho, ADI	Oui
24	Gambie, 2016	Yahya Jammeh, APRC	Adama Barrow, UDP	Oui
25	Botswana, 2024	Mokgweetsi Masisi, BDP	Duma Boko, UDC	Oui
26	Sénégal, 2024	Macky Sall, APR	Bassirou Diomaye Faye, PASTEF	Non
27	Ghana, 2024	Nana Akufo-Addo, NPP	John Dramani Mahama, (NDC)	Non

Source : actualisé de I. K. Souaré (2017)

I. K. Souaré (2017, p. 147) illustre l'avantage d'une union de l'opposition dans un contexte électoral à partir du cas zambien en 2001 :

« après avoir exercé le pouvoir pendant deux mandats consécutifs, Frederik Chiluba n'était plus rééligible. Ainsi, Levy Mwanawassa a porté le drapeau du parti au pouvoir, le MMD. En face de lui, se trouvaient les candidats de neuf partis d'opposition qui n'ont pas apprécié le besoin ni l'idée de se coaliser. Le système électoral étant alors pluralitaire à un seul tour comme au Gabon, le candidat du parti au pouvoir a été élu avec seulement 29,15 des voix, contre 27,2% pour le candidat du Parti uni pour le développement

national (UPND) Anderson Mazoka, une différence d'à peine 1,95%. Pourtant, le troisième candidat (de l'opposition, bien entendu) a obtenu 13,17% des voix, le quatrième 10,12% et le cinquième 8,9. Une coalition entre Mazoka et n'importe lequel de ces autres candidats de l'opposition leur aurait assuré la victoire ».

Les partis d'opposition en Zambie se sont donc constitués en coalition autour du candidat du Mouvement pour la Démocratie Multipartite (MMD). Cette coalition fut le remède contre le Parti National Indépendant (UNIP) et son leader au pouvoir, Kenneth Kaunda en octobre 1991 (P. O. Singo 2013). Le Front pour l'Alternance (FAL) au Sénégal a pour sa part, réussi en 2000 à défaire le président Abdou Diouf, candidat du Parti Socialiste (PS) au pouvoir. Au Kenya, la constitution d'une coalition de partis politiques en vue de l'élection présidentielle de 2002 a permis à l'opposition d'opérer pour la première fois depuis 1991, une alternance au pouvoir avec Mwai Kibaki, candidat unique contre Uhuru Kenyatta, le candidat du parti au pouvoir. La Gambie aussi a offert un exemple d'une alternance au pouvoir, rendu possible par l'effet d'une coalition des partis d'opposition contre le président Yahya Jammeh. Adama Barrow de la Gambie, élu en 2016 est le résultat de l'union de l'opposition. Au Gabon, le refus de s'unir face au candidat du parti au pouvoir, représenté par Ali Bongo peut expliquer la défaite de l'opposition et l'absence d'alternance par les urnes dans ce pays. Ainsi, en août 2009, Ali Bongo, le candidat du Parti Démocratique du Gabon (PDG) au pouvoir, l'a remporté avec seulement 41,5 % des voix contre 25 % pour chacun de ses poursuivants. Les deux opposants réunis avaient 8 % de voix de plus que le gagnant (Le Monde, 2009).

I. K. Souaré (2017, p. 149) tire une conclusion qui fait de l'union de l'opposition un atout sans précédent pour l'alternance politique souhaitée par les populations africaines. Cette conclusion vaut particulièrement pour les populations qui vivent avec un parti dominant comme au Togo : « Il est fort possible d'en déduire presque une impossibilité, pour les partis d'opposition des pays multipartites, notamment lorsque le parti au pouvoir est dominant, d'effectuer l'alternance sans se coaliser ». La stratégie unitaire, lorsqu'elle est corrélée au mode de scrutin, s'avère bien plus nécessaire. Pour une élection à un tour qui s'est révélée comme la

préférence des partis au pouvoir hostiles à l'alternance au pouvoir, les partis d'opposition pris individuellement, sont fragilisés.

La conquête du pouvoir et la réalisation de l'alternance démocratique dans un tel contexte exigent de préférence une constitution en coalition des partis d'opposition en vue d'affronter le candidat du pouvoir. A. L. Coulibaly (2003) admet que la réalisation de coalition des partis d'opposition est la voie royale pour atteindre l'alternance au pouvoir. C'est donc plus plausible de déduire presque à une impossibilité pour les partis d'opposition des pays multipartites et d'un parti dominant de réaliser l'alternance sans se mettre ensemble.

Si ces exemples sont pertinents, il faut remarquer que la coalition des forces de l'opposition n'assure pas automatiquement une victoire électorale. Le parti au pouvoir peut être assez solide au point où aucune coalition ne peut l'ébranler. Le cas de l'ANC en Afrique du Sud est une illustration. Il est aussi possible que les régimes hostiles à l'alternance au pouvoir puissent user de fraudes massives, intimidations et violences pour remporter à chaque fois les scrutins selon I. K. Souaré (2017). En dépit de son caractère relatif, il est plus bénéfique pour plusieurs raisons de réaliser une coalition des forces de l'opposition que d'entreprendre une aventure solitaire dans une perspective d'une alternance politique.

Ainsi, une coalition des partis d'opposition pourra permettre de rapprocher le score de la coalition à celui du pouvoir au point de rendre impossibles les malversations. Par ailleurs, une coalition peut constituer un stimulus, une motivation à la mobilisation électorale, car il est évident qu'après de multiples tentatives de conquête de pouvoir par l'opposition, la base électorale soit lassée conduisant au choix de l'abstentionnisme. Pour ces électeurs, il est inutile de perdre son temps à se livrer aux différentes contraintes des scrutins (inscription sur la liste électorale, vérification de son nom sur la liste, recherche de son bureau de vote, attente dans un long fil). Selon I. K. Souaré (2017), les voix perdues depuis lors, peuvent être récupérées par la constitution d'une coalition. L'union de l'opposition, loin d'être la panacée pour l'alternance au pouvoir, est un meilleur moyen que les stratégies solitaires. Malgré les avantages de l'union de l'opposition évoqués, des obstacles émergent contre sa constitution et sa réussite. Parmi ces obstacles, figurent les relations interpersonnelles et les egos au sein de l'opposition.

2. L'union de l'opposition au Togo à l'épreuve des relations interpersonnelles

L'opposition togolaise a échoué à l'exception de 2005 à opérer une union afin d'obtenir l'alternance au pouvoir, un objectif important depuis 1990. Cet échec est une résultante des relations interpersonnelles dégradées entre les principaux acteurs de l'opposition présents depuis 1990. Dès l'entame de la lutte pour l'acquisition de la libéralisation de l'espace politique en 1990, des efforts ont été aperçus dans le sens de la constitution d'un front uni pour l'atteinte des objectifs assignés au soulèvement populaire. Ainsi, plusieurs associations ont été créées et pour davantage de réussites. Dans ce contexte, l'adhésion de toutes les forces démocratiques était indispensable. Dans le cas togolais, la stratégie optée par les figures de proue de la revendication démocratique était solitaire lorsque l'union de l'opposition était réclamée.

Dans les premières heures de revendication démocratique en 1990 au Togo, les futurs opposants se sont regroupés au sein du Collectif de l'Opposition Démocratique (COD). Très tôt, la dynamique unitaire est éprouvée par des oppositions au sein de ce regroupement, engendrant des relations interpersonnelles nuisibles à l'unité d'action. Les consultations électorales et les nominations aux postes prévus par la transition ont été des occasions d'expression des querelles intestines qui ont fait échec aux objectifs de l'union du COD. Léopold Gnininvi, mauvais perdant et ses partisans ont décidé de se venger et de démontrer l'incompétence de Koffigoh, leur adversaire et pourtant du même bord politique. Gnininvi n'a pas digéré que Koffigoh lui ait ravi la vedette en tant que président du COD 1 en présentant sa candidature et en remportant le duel qui les opposait au poste de Premier ministre de la transition en 1991. Cette rancœur a divisé l'opposition regroupée dans un collectif. J. Y. Dégli (1996, p. 101) déclare à ce propos :

« n'ayant pas pensé à décider fermement de celui qui devait diriger la transition, l'opposition allait connaître son premier grand conflit dans la désignation du premier ministre. Le professeur Gnininvi se présenta contre maître Joseph Kokou

Koffigoh au cours d'une élection qui avait, lors des campagnes qui l'avaient précédées donner lieu à tous les débordements. Koffigoh l'emporta sur Gnininvi et revanchard, il décida de marquer le coup, tandis que les partisans du professeur jurèrent de tout faire pour prouver l'incapacité de Koffigoh et démontrer le caractère judicieux de leur choix. Drôle de manière de jouer ou d'accepter les résultats d'un scrutin libre pour des gens qui réclamaient le suffrage universel et cherchaient à se démarquer des tenants du pouvoir par leur esprit démocratique. Eyadéma venait d'apprécier le cœur en joie le premier lézardement de cette opposition dont il redoutait l'union. L'opposition sortit donc de la conférence nationale divisée entre partisans et adversaires de Koffigoh ».

Koffigoh aussi en voulait à Gnininvi qui n'a pas aussi digéré le fait que ce dernier s'est investi dans le déni de ses propres engagements. Koffigoh reproche à Gnininvi de nier la promesse qu'il lui a été faite de le faire élire comme Premier ministre de transition (J. Y. Dégli, 1996). Ces rancœurs vont dégrader les rapports au sein de la coalition. La stratégie unitaire, si elle a échoué lors de la désignation du Premier ministre à la conférence nationale à cause des relations interpersonnelles dégradées entre les leaders, elle le sera davantage avec l'option de la désignation d'un candidat unique pour l'élection présidentielle devant marquer la fin de la transition en 1993. Ainsi, Gilchrist Olympio manifesta son opposition à la désignation d'Edem Kodjo comme candidat unique de l'opposition à l'élection présidentielle de 1993. Gilchrist Olympio mit en déroute la stratégie unitaire de l'opposition. Le film de la situation à l'époque laisse un doute quant aux aspirations des opposants :

« Gilchrist Olympio, désireux de se départir du COD2, commença dès la signature des accords à porter de vives critiques, quelques fois injurieuses sur ses collègues de l'opposition. Malgré la véhémence de ses propos, le président du COD2 décida quand même de se rendre chez Olympio à Accra pour lui présenter les accords du 11 juillet et lui soumettre la décision du collectif de représenter l'opposition aux élections présidentielles par Edem Kodjo.

Kodjo n'était peut-être pas le meilleur, mais il s'agissait de sortir le pays de l'impasse. Gilchrist Olympio ne laissera pas Gnininvi finir le sujet qui l'amena à Accra. Il était furieux. Olympio avait déjà affirmé en privé qu'il ne pouvait pas se rendre aux élections parce qu'il était conscient après l'attentat de Soudou que le Général voulait lui enlever la vie et que par conséquent il ne saurait se permettre le luxe d'aller battre campagne sur le terrain. Il avait également dit que si un jour il décidait toutefois de poser sa candidature, ce serait juste pour embêter le Général et les français un peu avant de se retirer. Mais face à la proposition du COD 2, il venait de changer d'avis. Son rival non pas sur le terrain politique, mais sentimental, allait peut-être devenir le prochain président du Togo » (J.Y. Dégli, 1996, p. 198-199).
». (J.Y. Dégli, 1996, p. 198-199).

Cette réaction de Gilchrist Olympio n'est pas fortuite, elle est liée à l'évocation du nom de Edem Kodjo comme candidat unique de l'opposition. J.Y. Dégli (1996, p. 199) précise que Gilchrist Olympio affirma dans la logique de son refus ce qui suit : « Si c'est Kodjo qui va être le prochain président du Togo, je préfère qu'Eyadéma le demeure encore pour les cinq ans à venir pour que je me batte contre lui ». Olympio venait par cette réaction de désavouer le choix de l'opposition. Parmi les raisons personnelles, il n'est pas exclu des raisons sentimentales ponctuées de vengeance à l'origine du refus de Olympio de soutenir Edem Kodjo. Olympio, n'admettait pas que Kodjo son rival, devienne le premier président de la République après son "ennemi" Eyadéma. L'accepter pour Gilchrist Olympio, c'est de consentir une double victoire de Kodjo.

L'impopularité de Kodjo aux yeux d'Olympio provenait selon J. Y. Dégli (1996), d'une affaire de "bas de ceinture". Gilchrist Olympio n'a jamais pardonné à Edem Kodjo d'avoir séduit la même femme que lui. Cette affaire sentimentale est à l'origine du sabotage de la stratégie unitaire de l'opposition. Le sort des Togolais avait été scellé par une affaire de "bas de ceinture". J. Y. Dégli (1996, p. 199), s'interrogea après cette réaction : « comment admettre que la vie de tout un peuple soit restée suspendue à une banale rivalité sentimentale ».

Agboyibo non plus ne voulait pas d'Edem Kodjo comme candidat de l'opposition pour le moins d'admiration qu'il lui vouait. Le Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) de Yawovi Agboyibo ne signa pas le 25 juin 1993 le manifeste de Ouagadougou, marquant l'engagement des partis politiques de l'opposition togolaise pour l'union de l'opposition. Ce refus se justifie par l'impossibilité pour Yawovi Agboyibo de soutenir la candidature d'Edem Kodjo qu'il a toujours rabaissé devant les populations (J.Y. Dégli, 1996). Yawovi Agboyibo a préféré soutenir la candidature de Gilchrist Olympio qu'il n'aimait pas non plus, mais dont il savait qu'elle sera rejetée, ce qui émousserait les nombreux Togolais épris pour le fils du premier président de la République du Togo. L'objectif visé par Yawovi Agboyibo est de vider la candidature d'Edem Kodjo de toute sa valeur, n'ayant point reçu l'aval de son rival Olympio et de lui son détracteur. Pour Agboyibo, Edem Kodjo était un « dangereux opportuniste » et Gnininvi qu'il ne portait pas non plus dans son cœur était à ses yeux, « un dictateur et un homme peu respectueux de ses engagements » (J.Y. Dégli, 1996, p. 87).

Après la période de transition à la démocratie qui a pris fin en 1993, la division de l'opposition togolaise face au pouvoir est devenue une tradition. Ainsi, chacun des leaders de l'opposition préfère aller de son côté pendant les joutes électorales, parce qu'ayant des choses à reprocher à son compagnon de lutte. Tous les leaders politiques de l'opposition sont conscients de la nécessité de s'unir pour conquérir le pouvoir que l'ex parti unique n'a cessé de conserver par tous les moyens, mais l'éternel problème comme dans la plupart des cas d'un choix dans le pluriel est la personnalité sur qui porter le choix. À l'occasion, tous les leaders de l'opposition, même les moins représentatifs trouvent le moyen de faire valoir des rancœurs qui attendent de frapper là où ça fait mal. Ces différents comportements répondent à la théorie de l'interactionnisme. Cette théorie indique que la société est une résultante des interactions des individus, plus concrètement, leurs comportements sont fonction d'autrui. Ainsi, les comportements des individus dépendent de la signification subjective que les objets ou les autres ont pour eux (Y. Winkin, 2017).

Dans leurs relations interindividuelles, les opposants avaient une signification de leurs pairs. Cette signification, structurait leurs comportements sur la scène politique en présence de leur partenaire politique dans les situations de rôle. C'est dans cette perspective que les

rivalités entre Edem Kodjo etYawovi Agboyibo ont refait surface en 1994. Les relations interpersonnelles allaient jouer un rôle important dans le tandem Kodjo-Agboyibo. Cette nouvelle rivalité, qui certainement tenait sa source du refus d'Agboyibo de soutenir Kodjo à l'élection présidentielle de 1993, avait compromis la possibilité d'opérer une alternance au pouvoir au Togo à l'occasion des élections législatives de 1994. Edem Kodjo n'a pas hésité pour conquérir la primature, à user de la ruse pour régler ses comptes avec Yaovi Agboyibo. N. Machiavel (2022) recommandait déjà aux dirigeants l'usage des pratiques peu recommandables telles que la ruse et la tromperie lorsqu'il était nécessaire. Et surtout, ne jamais utiliser la force pour obtenir ce qui peut l'être par la ruse.

Au sortir des élections législatives de 1994, Edem Kodjo et Yaovi Agboyibo, respectivement crédité de six (6) et trente-cinq (35) sièges avaient la possibilité de faire une coalition pour diriger l'Assemblée nationale et le gouvernement. Mais, Edem Kodjo pourtant minoritaire a accepté le poste de Premier ministre sans le soutien d'Agboyibo. Pour justifier son initiative solitaire et occuper le poste de Premier ministre, prestigieux en raison des pouvoirs qui lui sont affectés après la parenthèse du parti unique, Edem Kodjo déclara que son parti est « une entité charnière, située au-dessus de la mêlée » (A. Macé, 2004, p. 870). A. Macé, (2004, p. 870) conclut qu'« au final, il apparaît nettement que l'opposition allait d'autant plus échouer qu'elle ne formait pas un front uni ». Cette décision ne pouvait se faire sans compter avec le soutien des voix du pouvoir. Edem Kodjo fait d'ailleurs entrer au gouvernement huit ministres du Rassemblement du Peuple Togolais (R.P.T.), parti au pouvoir (A. Macé, 2004). Y. Agboyibo (2010) voit en ce comportement une trahison fondée sur le mensonge.

La dégradation des relations entre Yawovi Agboyibo et son compagnon de lutte Edem Kodjo en 1994 est l'expression des rancœurs nourries au sein de l'opposition, chacun reprochant à l'autre d'être à l'origine de ses échecs dans la quête du pouvoir. Pour le cas de 1994, Edem Kodjo devait se venger du refus de Agboyibo de le soutenir pour le compte de l'élection présidentielle de 1993. Yawovi Agboyibo avait décidé de suivre Gilchrist Olympio dans son initiative solitaire pour saper la stratégie unitaire au détriment du candidat "unique" Edem Kodjo. Y. Dégli (1996, p.204), rapporte d'ailleurs qu'au-delà des raisons de fraudes évoquées pour boycotter l'élection présidentielle de 1993, se trouve « le désaveu de leur

stratégie unitaire par Gilchrist Olympio, soutenu pour la circonstance par Agboyibo ». À chaque élection présidentielle ou législative, c'est l'occasion de prendre sa revanche sur les autres et de les empêcher de réussir là où on n'a échoué. Et quand ce n'est pas pour régler les comptes à un adversaire politique et même au-delà, c'est l'expression des egos qui met en difficulté l'espoir d'une union de l'opposition au Togo.

3. Les egos à l'origine des difficultés de l'union de l'opposition au Togo

L'expression des egos fait partie intégrante du monde politique comme le dit L. Schmitt (2014, p. 1) :

« il faut un égo très solide pour affronter toutes les vicissitudes de la carrière politique et endurer les nombreux coups, les attaques et les trahisons. La notion de "normalité" est aussi étrangère à la politique que ne le serait l'absence de bénéfice dans le commerce ou de créativité dans l'art ».

En dépit de cette réalité, l'exploitation des egos à des fins personnelles par les leaders politiques est excessive dans une dynamique collective et dans l'exercice des fonctions qui engage l'avenir d'un pays (S. Audeguy, 2017). Dans cette posture, les leaders politiques sans se soucier de ce que représente effectivement le danger d'une opposition plurielle, face à un pouvoir aux ressources innombrables et disposant d'un électorat compact, se présentent aux discussions pour l'union de l'opposition comme dans une « foire aux egos ». Ils s'écartent de l'objectivité, seule gage des critères qui ne souffrent d'aucune contestation. Chaque parti politique, comme le dit M. Crepon (2016, p. 2), s'engage dans des discussions pour l'unité d'action en « voulant apparaître aux yeux de tous comme le détenteur des meilleures propositions pour redresser » le Togo après la gestion du parti au pouvoir, jugée désastreuse depuis le parti unique. Les calculs politiques, ayant pour soubassement les egos ont généré constamment des hostilités au sein de l'opposition et des obstacles à toutes les stratégies unitaires pour la réalisation d'une alternance au pouvoir au Togo. Les origines des hostilités au sein de l'opposition sont à rechercher dans l'égoïsme forcené des opposants. E.

Dacy (2012, p. 3), explique les mésententes au sein de l'opposition en cette période :

« Infatués de leur petite personnes, dévorés par leur passion politique, poussés par un gout effréné du pouvoir et alléchés par les avantages et privilèges que le pouvoir confère, les opposants africains pensent pour la plupart avoir chacun un destin. (...). Chacun poursuit uniquement son intérêt personnel en se fichant de l'intérêt général ».

Dans le but d'espérer le statut de candidat unique, une des stratégies adoptées par les opposants au Togo pour mettre la pression sur les autres concurrents est d'annoncer dans la foulée, leur candidature. C'est la brigue politique au Togo comme en France où les candidats produisent concurrentiellement à la veille de chaque élection des livres personnels qui sont à la fois, un plaidoyer et un manifeste en leur faveur. Le but visé en France est de « retenir l'attention et monter dans les sondages, auquel se rajoute du même coup le baromètre des ventes, comme un instrument supplémentaire à leur service pour évaluer leur fragile popularité ». Cette stratégie est confirmée par J. Ghandi (2014) qui soutient que la valeur prestigieuse des fonctions de président de la République pousse les dirigeants des partis politiques engagés dans un processus de désignation de candidat unique à faire toutes sortes de déclarations rhétoriques exagérées pour se vanter de leur popularité supposée. Pour illustration, peu avant l'élection de 2010, la stratégie des principaux partis de l'opposition qui ont manifesté une nouvelle fois encore la nécessité de dégager un candidat unique est de désigner chacun de son côté un candidat avant les discussions pour l'unité d'action. Jeune Afrique (2009) confirme cette stratégie en ces termes :

« Au cours de la rencontre, l'UFC a rappelé avoir déjà désigné en juillet 2008, au cours de son congrès, un candidat à l'élection présidentielle de 2010 en la personne de Gilchrist Olympio. Les représentants du CAR ont aussi indiqué avoir également déjà depuis le mois d'octobre désigné un candidat pour le même scrutin » (Jeune Afrique, 2009, p. 1).

Ces positions prédisent à chaque fois l'échec de l'initiative et se présentent comme une brigue politique. Pour les figures de proue, il n'est pas question de retirer leur candidature au profit de l'autre, d'où la déchirure. L'issue de ces débats d'egos est l'échec de l'opposition aux consultations électorales devant le pouvoir en place, dont l'électorat ne souffre pas d'émiettement. Les leaders de l'opposition au Togo démontrent qu'en leur sein, chacun prêche pour sa chapelle à chaque fois que l'occasion leur est donnée pour l'unité de candidature.

Une autre stratégie, est de montrer sa force en montrant que l'on peut fédérer des partis politiques au sein d'un regroupement politique dans lequel l'on apparaît comme le leader incontestable et avec des membres qui font allégeance. Cette stratégie permet d'avoir un profil indiqué à la candidature unique et de basculer le rapport de force en sa faveur. En 2012, le Togo a enregistré la création de deux regroupements politiques dont la mission est de créer le rapport de force favorable à l'obtention des réformes politiques, ouvrant la voie à des élections transparentes et à l'alternance au pouvoir au Togo. Il s'agit du regroupement de partis politiques et d'organisations de la société civile : le Collectif Sauvons le Togo (CST) et la coalition "Arc-en-ciel". Chacun des regroupements est drainé par les mêmes principaux partis de l'opposition au Togo depuis 1990. Cette disposition des choses s'explique par le fait que chaque prétendant à la candidature unique recherche le soutien des partis plus petits afin de légitimer son ambition au moment venu. C'est bien donc une approche stratégique comme le disaient M. Crozier et E. Friedberg (1977). Pour ces auteurs, les individus créent leurs comportements dans un contexte pour atteindre des buts escomptés.

En tête de chacun des regroupements se trouve des partis ou des personnalités inconciliables depuis de nombreuses années. Il s'agit des responsables du CAR et des anciens animateurs de l'UFC, regroupés aujourd'hui au sein de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC). Les positions de ces formations politiques sont inconciliables parce que leurs responsables ne comptent pas faire la promotion de qui que ce soit à part eux-mêmes. Le petit parti refuse de se plier à la règle de la majorité dans les conditions normales. Or, il faut être capable de mobiliser assez de suffrages pour gagner un scrutin dans ces circonstances. Sauf consensus sur une personnalité issue d'une minorité à la faveur de la conjoncture politique ou des tendances de sondages comme l'a énoncé Y. Surel (2004), le chef de file des coalitions des partis politiques n'a

jamais été issue d'une formation politique minoritaire. Le paradoxe au Togo est que ceux qui ont le moins d'audience à travers les urnes voudraient supplanter ceux qui ont le plus d'audience dans les situations normales. Chacun se voit présidentiable et sur la base des critères subjectifs.

Le problème fondamental reste celui du critère à appliquer pour la désignation du candidat unique de l'opposition devant une multitude de leaders intéressée par ce poste. Même sans expérience électorale, des leaders politiques au Togo mettent à mal les initiatives d'unité d'action de l'opposition pour des supposés popularités, tirées soit de leur héritage politique, soit des fonctions politiques occupées. À la création du FAR (Front des Associations pour le Renouveau) en 1990, certaines figures politiques à l'exemple de Gilchrist Olympio avaient refusé de se joindre à l'ensemble de l'opposition naissante. Le FAR et plus tard le COD (Collectif de l'Opposition Démocratique) avaient pour opposition Gilchrist Olympio. Ce dernier revendiquait les premières loges au sein de cette opposition en gestation et craignait de noyer sa popularité dans une coalition (J. Y. Dégli, 1996). Cette popularité supposée lui vient du fait d'être le fils du premier président de la République du Togo Sylvanus Olympio, assassiné en 1963.

Il est d'ailleurs rapporté qu'Edem Kodjo en 1993, ne voyait d'autres candidats à l'élection présidentielle que lui, arguant d'être le seul nanti des vertus assimilées à la fonction de chef de l'Etat. De ce point de vue :

« Kodjo voulait apparemment à tout prix le fauteuil présidentiel et il n'était pas prêt à en laisser la chance à qui que ce soit. Pour lui, nul autre que lui n'était digne de cette place qui exige une grande expérience et un arsenal de relations internationales (...). Toutes les stratégies élaborées par l'opposition devraient donc lui faire une place et pas n'importe laquelle. A défaut, il ne s'en embarrasserait sans doute point. A ce titre, le "Roi" semblait constituer l'un des sérieux handicaps à la stratégie du COD 2 » (J. Y. Dégli, 1996, p. 82).

Pour Edem Kodjo, les critères au sein de la coalition devraient être l'expérience aux fonctions des affaires de l'Etat et des aptitudes solides sur les relations internationales. Ces qualités étaient sans doute, ce qu'il

avait plus que les autres compagnons de l'opposition, pour avoir occupé plusieurs postes de responsabilité et Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA). Les autres leaders de l'opposition étaient conscients que rejeter ces critères mettrait à rude épreuve la coalition (J. Y. Dégli, 1996).

Fondamentalement, les critères sont multiples et tiennent à des facteurs contraignants du jeu politique. Pour un candidat unique issu des rangs des partis politiques, le critère objectif selon V. I. Ntwali (2023, p. 31) doit être : « charisme du candidat, le poids politique et popularité de ce dernier, ainsi que de son parti politique, l'encrage sociologique et territorial du parti politique sur l'ensemble du territoire ». Ce critère loin d'être systématique dépend du mode de scrutin, de l'organisation des partis politiques, de la conjoncture politique et de la disponibilité des données de sondages. En effet, dans le contexte d'un scrutin majoritaire à un tour, le chef de l'opposition qui a probablement la chance de remporter le scrutin est le parti dominant de la coalition. Dans un scrutin majoritaire à deux tours, le chef de l'opposition et candidat de la coalition est automatiquement le candidat qui parvient au second tour. Dans d'autres pays comme aux USA, les candidats sont désignés à partir des primaires. Dans des cas particuliers, la conjoncture politique et les sondages enlèvent au leader du parti dominant de la coalition la vedette d'une candidature (Y. Surel, 2014). Et dans ce dernier cas, selon Y. Surel (2004) :

« la fonction de chef de l'opposition, lors d'une campagne électorale, peut (et semble même de plus en plus) être transférée à des leaders qui n'ont pas nécessairement la maîtrise de l'organisation partisane dominante de la coalition, qui peuvent même être membres d'un parti minoritaire, mais dont les « qualités » supposées dans la perspective d'une victoire électorale légitiment l'accession à la tête de l'opposition ».

Au Togo depuis 2002 où le mode de scrutin est passé à un tour, les critères avancés par Y. Surel (2004) peinent à être respectés. La question de la candidature unique donne lieu à des chocs des egos, à la duplicité et aux querelles de chapelle. Ces adjectifs résument les tentatives de choix du candidat unique au Togo, car chaque parti compte profiter d'une zone

d'incertitude pour s'imposer. Les discours et les critères changent selon les concours de circonstance et la faute est aux egos. En 2010, dans la perspective de l'élection présidentielle, l'ancien Ministre Akila Esso Boko et le président de Sursaut-Togo ont réuni les leaders de l'opposition à Paris pour la désignation d'un candidat unique. L'initiative fut infructueuse pour des raisons de mésentente sur le critère à adopter. Au bout du compte, le critère du parti le mieux implanté choisi par les initiateurs de la rencontre de Paris, organisée par l'ancien ministre François Akila Esso Boko et Koffi Yamgnane le 9 février 2010 fut une pilule difficile à avaler pour les autres concurrents, qui avaient certainement d'autres critères logiquement à leur avantage. Yawovi Agboyibo, pour se rétracter, dénonçait la méthodologie adoptée qu'il qualifie de " piège" et de " fait accompli" (La Nouvelle tribune, 2010) en référence au critère retenu d'avance.

En réalité, Yawovi Agboyibo et son parti le CAR n'étaient pas favorables pour une initiative de candidature unique en 2010 si Gilchrist Olympio devait postuler, reconnaissant que ce dernier n'allait lui donner aucune chance, vu sa popularité. Le secret de polichinelle est que le CAR récusait le critère de popularité aussi bien du parti que du leader, car il n'allait pas dans son avantage. Le CAR déclarait d'ailleurs dans un premier temps que Gilchrist Olympio serait le problème, celui « qui aurait cette manie de traiter les autres avec condescendance » selon Dodji Apevon du même parti (Liberté no. 642 du 18 janvier 2010). Aussitôt l'indisponibilité de Gilchrist Olympio rendue publique en 2010, Yawovi Agboyibo est à nouveau intéressé par l'initiative de la candidature unique et cette fois-ci, un critère que devaient accepter les autres concurrents était disponible dans son agenda. Le critère avancé par Yawovi Agboyibo et son parti est moral : « le retour de l'ascenseur ». Ce critère permet de contourner le critère de popularité du parti ou de son leader. Le critère avancé par le CAR fait référence à la désignation de Bob Akitani de l'Union des Forces de Changement (UFC), parti de Gilchrist Olympio comme candidat unique de l'opposition en 2005. Yawovi Agboyibo ayant soutenu cette candidature, demande qu'en retour, la sienne soit soutenu par ceux qu'il avait soutenu en 2005, surtout que le "patron" de l'UFC (Gilchrist Olympio) était indisponible. De ce fait, Yawovi Agboyibo revendique sa position hiérarchique au sein de l'opposition. Selon lui, après Gilchrist Olympio, il devrait être adoué et soutenu par le plus important parti

politique de l'opposition (l'UFC), c'est donc le retour de l'ascenseur. Cette posture est appréciée dans l'opinion en ces termes :

« Le manque d'honnêteté politique pour énoncer le critère du choix de ce candidat unique et le forfait de Gilchrist Olympio donnent des idées à certains qui hier voyaient en lui le frein. L'horizon dégagé, M^e Yawovi Agboyibo au lieu de rentrer dans l'histoire, être un faiseur de roi en se ralliant à la candidature de Jean-Pierre Fabre, a entrepris une grande manipulation des esprits et se poser en "figure emblématique de l'opposition" » (Agni l'Abeille n° 274 du 26 janvier 2010).

Le CAR a refusé donc de s'allier à l'UFC en 2010 arguant un autre critère qui est moral et avec une justification selon laquelle, l'UFC n'avait pas de chance de gagner à la présidentielle pour des raisons liées à la personnalité de son candidat Jean-Pierre Fabre. Pourtant, ce même candidat, issu de la plus grande formation politique de l'opposition eut plus de voix (33,93 %) que le candidat du CAR (2,95 %) en 2010 (Décision de la cour constitutionnelle n° e-012/10 du 17 mars 2010). Cette réalité n'a pas convaincu les responsables du CAR qui ont continué en 2015 à revendiquer le titre de candidat unique en face du leader de l'opposition Jean-Pierre Fabre, dont le parti a recueilli plus de siège à l'Assemblée nationale en 2013. Chose paradoxale, en 1994, Yawovi Agboyibo du CAR n'a pas digéré la nomination au poste de Premier ministre d'Edem Kodjo, minoritaire, avec lequel il était en coalition. Cette attitude est conforme à l'assertion de H. Meadwell (2002, p. 117-118) selon laquelle « l'action humaine est essentiellement instrumentale, et les acteurs calculent rationnellement quelles lignes d'action sont les plus susceptibles de maximiser leurs récompenses globales ».

Si dans les conditions normales et sous la contrainte du mode scrutin, les leaders de l'opposition ont refusé de se plier au critère de la majorité matérialisé par l'audience dans les urnes, ils refusent également de désigner le candidat unique en fonction de la conjoncture politique. Ce comportement indique explicitement les effets de l'expression des egos surdimensionnés au sein de l'opposition. La coalition des partis politiques nommée C14 fit les frais du refus de la prise en compte du facteur conjoncture politique. Dans le contexte du retour à la

constitution de 1994, les partis d'opposition ont créé en 2017 la C14, un creuset qui servait de cadre de revendication de plusieurs partis d'opposition en face du parti au pouvoir. Ce creuset a montré sa capacité de mobilisation des populations agacées par de longues années de tentatives sans succès de réalisation de l'alternance au pouvoir au Togo. Ce regroupement politique, d'une grande efficacité, fut sabordé par des querelles intestines qui ont eu pour fondement, l'obsession de se voir disqualifier par ses pairs lors du choix d'un candidat unique comptant pour l'élection présidentielle de 2020 en vue. L'audience des principaux partis politiques dans l'opinion étant effritée par l'émergence du Parti National Panafricain (PNP) à l'origine des mobilisations et revendications pour le retour à la constitution de 1992, il est hors de question d'offrir un chèque en blanc au nouveau parti politique plus mobilisateur à la faveur de la conjoncture politique, survenue depuis le 19 août 2017. Cela se justifiait pour les leaders démissionnaires parce qu'une soupape est fournie avec le retour en 2019 des élections présidentielles à deux tours. Cette échappatoire a offert l'argument selon lequel une union ne peut être envisagée qu'au second tour. Koaci.com (2019, p. 1) confirme cette échappatoire :

« étant donné qu'un parti politique est créé pour conquérir le pouvoir, l'échéance de la présidentielle 2020 qui se profile à l'horizon incite les uns et les autres à vouloir se présenter devant le peuple afin de mesurer leurs forces et faiblesses en dehors de la coalition (...). Sur la base de l'hypothèse que chaque parti ou leader de l'opposition aille à la présidentielle 2020, des démissions avaient été enregistrées au sein de la C14 ».

Pour montrer leur force et ne pas se voir imposer un chef qui ne répond pas aux critères relatifs au "poids lourd" de l'opposition dans un contexte de conjoncture politique, les principaux partis d'opposition qui s'affrontent depuis longtemps sur le champ des candidatures uniques depuis 1993 quittèrent la coalition des partis politiques (C14). Cette attitude est en adéquation avec la théorie du choix rationnel qui retient que « les acteurs décident de leur conduite à l'aide des calculs rationnels de la ligne d'action qui, parmi d'autres, est la plus susceptible de maximiser leurs récompenses globales » (J. B. Rule, 2002, p. 52). Les

motifs du retrait du leader du Pacte Socialiste pour le Renouveau (PSR) révèlent les causes de la dislocation de la C14 :

« Le motif du départ du prof Wolou est lié au manque de compromis sur la candidature unique à présenter. Pour l'ensemble du regroupement, en lieu et place d'un leader politique, il faut plutôt choisir un acteur de la société civile pour représenter la C14 dans le cadre des élections présidentielles de 2020. Par contre, le parti dirigé par le prof Komi Wolou est pour un acteur politique capable d'être au-devant de la scène ayant la poigne nécessaire dans la mobilisation des troupes. Wolou Komi estime qu'il est tout simplement dangereux que les membres renoncent à leurs propres candidatures au profit des personnes dont on ignore les identités et les qualités. Le PSR soutient donc que la C14 n'est plus aujourd'hui, une structure capable de parler d'une seule voix » (vérité des peuples, 2019, p. 2).

Cette déclaration montre la lucidité de certains partis du regroupement politique qui considéraient que compte tenu de la conjoncture politique survenue avec les mobilisations populaires à partir du 19 août 2017, les leaders politiques traditionnels n'avaient plus l'audience nécessaire pour battre le candidat du pouvoir, d'où la recherche d'un candidat de la société civile comme l'a souligné Y. Surel (2004). L. Schmitt (2014) trouve que l'expression des égos surdimensionnés engendre incompréhension et souffrance dans les relations humaines. Comme l'a dit L. Schmitt (2014), la situation inconfortable dans laquelle se trouvait la C14 avec l'expression des égos effrénés a suscité la colère de la société civile togolaise " Front Citoyen Togo Debout" qui a appelé à taire ces égos au sein de la coalition :

« vous devez rester unis, déterminés et patriotiques. Convenez donc avec nous que toutes divergences ouvertes en votre sein, calquées sur des calculs politiques et des intérêts égoïstes, appelleront nécessairement de leur part une réaction sans pitié. Revêtus donc d'une conscience patriotique, prenez vos responsabilités devant l'histoire et

c'est toute la Nation togolaise qui vous le revaudra »
(Togoactu 24, 2018, p. 1).

Au regard des différentes déclarations, les intérêts égoïstes ont mis en péril le projet unitaire de la C14. La C14 n'est pas la seule à faire les frais du déni du critère relatif à la conjoncture politique, la candidature unique l'a été aussi dans le cadre de l'élection présidentielle de 2020. A la suite de la dislocation de la C14 et dans l'espoir de trouver un candidat unique de l'opposition, certains partis ont penché pour Agbényomé Kodjo, un candidat stratégique en l'absence du leader du PNP, Tikpi Atchadam forcé à l'exil et plus populaire dans cette conjoncture politique. D'autres partis ont dénoncé cette proposition et ont avancé un autre critère dans le contexte des élections à deux tours. Il s'agit de participer en rang dispersé et de soutenir le candidat le mieux positionné au deuxième tour. Selon cette tendance, l'unité d'action pour obtenir les meilleures conditions de transparence et d'organisation de l'élection présidentielle de 2020 vaut mieux qu'une candidature unique. Patrick Lawson de l'ANC déclare : « Ce qui à nos yeux compte aujourd'hui, c'est l'unité d'action des forces démocratiques pour obtenir les bonnes conditions de participation et d'organisation à ces élections. Avec une candidature unique, on l'a souvent essayé, mais on n'y est jamais parvenu » (B. Mombenga, 2019, p. 1). Il est clair que l'audience négligeable d'Agbényomé Kodjo et son statut de transfuge du parti au pouvoir dérangeaient les principaux partis d'opposition qui préféraient proposer des règles contradictoires plus avantageuses. Les leaders de l'opposition accrochés à leurs egos ont préféré ignorer la recomposition de la popularité sur l'échiquier politique togolais avec l'émergence de Tikpi Atchadam.

Ces principaux partis de l'opposition refusaient de reconnaître que les mouvements drainés par Tikpi Atchadam en août 2017 avaient rebattu les cartes de la popularité au sein de l'opposition et qu'à défaut de ce leader, les principaux leaders de l'opposition devraient considérer les aspirations des Togolais, qui souhaitaient un choix stratégique d'un candidat unique porté sur un ancien membre du parti au pouvoir, comme au Burkina-Faso avec Roch Marc Christian Kaboré. L'expression des egos a pris le dessus sur la considération de la conjoncture politique qui nécessitait un choix stratégique. Les résultats de l'élection présidentielle de 2020 donnèrent raison au choix stratégique, car tous les principaux

partis de l'opposition sont relégués au second plan derrière Agbéyomé Kodjo. Ce dernier, insignifiant sur l'échiquier politique avant l'élection est crédité de 19, 46 % des voix devant tous les partis politiques d'opposition, dont Jean-Pierre Fabre, crédité de 4,68 % des voix (Journal officiel, n° spécial du 11 mars 2020). Le score de Agbéyomé Kodjo aurait été meilleur avec le ralliement des autres candidats de l'opposition crédités globalement de 8,56 % du suffrage exprimé (Journal officiel, n° spécial du 11 mars 2020) et la limitation de l'abstentionnisme suscité par les querelles au sein de l'opposition.

C'est ainsi que le parti au pouvoir fut proclamé vainqueur à l'issue de l'élection présidentielle de 2020 au Togo. La question de la candidature unique de l'opposition aux élections présidentielles au Togo oppose toujours les mêmes partis politiques et les mêmes acteurs. Il est impossible d'obtenir un critère objectif et un débat sur la question sans déchirure.

Cette réalité prouve que la division de l'opposition au Togo, basée sur la foire des egos et des relations interpersonnelles débridées est à l'avantage des pouvoirs désireux de se perpétuer. E. Dacy (2012, p. 11) dans cette dynamique, déduit :

« en agissant comme elles le font aujourd'hui, les oppositions africaines font consciemment ou inconsciemment, le lit des systèmes en place en Afrique et éloignent du coup, les perspectives d'une véritable alternance démocratique et pacifique dans le continent. On l'aura remarqué, la stratégie du "chacun pour soi" adoptée par la plupart des oppositions africaines est suicidaire et les conduit nécessairement dans l'impasse. ».

4. Conclusion

La division de l'opposition liée aux relations interpersonnelles et aux egos a remis en selle les partisans de l'ex parti unique réfractaire à l'alternance politique. Que ce soit pendant la transition à la démocratie ou après, des appels incessants ont été fait à l'endroit des partis d'opposition togolais en vue d'une dynamique unitaire pour créer un rapport de force favorable à l'alternance au pouvoir. Les initiatives d'union de l'opposition ont tous été vouées à l'échec sauf en 2005, pour des raisons d'expression des

relations interpersonnelles au sein de l'opposition. Les figures de proue de l'opposition togolaise n'ont pas su canaliser leurs ressentiments nés des interactions dans l'arène politique ou en dehors. Les comptes devaient être réglés à la moindre opportunité, même aux dépens de l'avenir du pays et des sacrifices des militants et sympathisants.

Aussi, l'expression des egos au sein des différents regroupements politiques a-t-elle été à l'origine de l'explosion de l'unité d'action au sein de l'opposition. Chaque parti engagé au sein d'une stratégie unitaire recherchait soit à faire prévaloir son poids politique ou tentait d'ignorer la conjoncture politique qui écartait son profil pour la candidature unique. Pour ce faire, diverses stratégies sont adoptées pour établir le rapport de force. Dans un premier temps, il s'agit d'utiliser une brigade politique en annonçant sa candidature avant les discussions. Dans un deuxième temps, il s'agit de constituer un regroupement de partis politiques dont on prend la tête pour montrer sa capacité à fédérer et à dominer. Les difficultés de définition des critères objectifs de désignation du candidat unique de l'opposition constituent une entrave à l'unité d'action. Ainsi, les critères de désignation du candidat unique sont subjectifs et la nécessité de présenter un candidat commun est facultative selon les intérêts. Les leaders de l'opposition choisissent à chaque fois que l'initiative est prise de rejeter selon les intérêts, les critères de popularité dans les conditions normales et ceux de personne de la situation dictée par la conjoncture politique. Dans cette atmosphère, les dynamiques unitaires ont échoué sous les assauts des règlements de comptes et du triomphe des egos. Cette recherche n'est qu'un pan d'une recherche complète sur la responsabilité de l'opposition plurielle dans la quête de l'alternance au pouvoir au Togo.

Références bibliographiques

Agboyibo Yawovi (2010), *Gouvernance politique et sociale en Afrique. 20 ans après la Baule : Le cas du Togo*, Fondation FAR.

Agboyibo Yawovi (1999), *Combat pour un Togo démocratique*, Paris, Karthala.

Agni l'Abeille, no274 du 26 janvier 2010.

Audeguy Stéphane (2017), « Politique du tout à l'égo », consulté le 12/01/2025, <https://www.la-croix.com/Journal/Politique-tout-lego-2017-02-16-1100825370>

Coulibaly Abdou Latif (2003), *un opposant au pouvoir, l'alternance piégée ?* Paris, La Sentinelle.

Crepon Marc (2016), « La politique ou l'incessante foire aux egos », consulté le 25/12/2024, <https://www.marianne.net/agora/tribunes-libres/la-politique-ou-l-incessante-foire-aux-egos>

Crozier Michel et Erhard Friedberg (1977), *L'Acteur et le système*, Paris, Ed. du Seuil,

Dacy Elo (2012), « Les oppositions africaines et l'alternance démocratique en Afrique : Le cas du Congo-Brazzaville, de la République Démocratique du Congo (RDC) et du Sénégal, voix du peuple, consulté le 24/12/2024, <http://lavoixdupesuple.over-blog.org/article-vivement-l-alternance-democratique-et-pacifique-en-afrique-104602764.html>

Degli Jean Yaovi (1996), *Togo : La tragédie africaine.*, Ivry sur Seine, Editions Nouvelles du Sud.

Dia Daouda (2010), *Les dynamiques de démocratisation en Afrique noire francophone*, Thèse de doctorat sciences politiques, Université Jean Moulin Lyon 3.

Diop El Hadji Omar (2006), *Partis politiques et processus de transition démocratique en Afrique noire*, Paris, Publibook.

Gandhi Jennifer (2014), *Les constitutions dans les régimes autoritaires*, New-York, Cambridge University Press.

Jeune Afrique (2009), « Vers une candidature unique de l'opposition », consulté le 25/12/2024, <https://www.jeuneafrique.com/146797/politique/vers-une-candidature-unique-de-l-opposition-pour-la-pr-sidentielle-de-2010/>.

Koaci.com (2019), « Togo, l'opposition démarre en rang dispersé pour 2020 », consulté le 25/12/2024, https://www.koaci.com/article/2019/09/30/afrique/politique/togo-lopposition-redemarre-en-rang-disperse-pour-2020_135370.html

La Nouvelle tribune (2010), « Candidature unique de l'opposition togolaise : Regrettable échec du conclave de Paris », consulté le 25/12/2024, <https://lanouvelletribune.info/2010/02/candidature-unique-de-lopposition-togolaise/>

Le Monde (1991), « ZAMBIE : M. Kenneth Kaunda abandonne le pouvoir Large victoire de l'opposition aux élections législatives et présidentielles », consulté le 24/12/2024, <https://www.lemonde.fr/archives/article/1991/11/03/zambie-m->

kenneth-kaunda-abandonne-le-pouvoir-large-victoire-de-l-opposition-aux-elections-legislatives-et-presidentielles_4031890_1819218.html

Liberté, n° 642 du 18 janvier 2010.

Lindberg Staffan (2006), *Democracy and Elections in Africa*, Baltimore, Johns Hopkins University Press,

Machiavel Nicolas (2022), réédition, *Le prince*, Libro.

Meadwell Hudson (2002), « La théorie du choix rationnel et ses critiques », *Sociologie et Sociétés*, vol. 34, n° 1, p. 117-124

Mombenga Blaise (2019), « Togo-Présidentielle 2020 : « la candidature unique de l'opposition, n'est qu'une stratégie pour écarter certains candidats », consulté le 25/12/2024,

<https://www.journaldutogo.com/togo-presidentielle-2020-la-candidature-unique-de-l'opposition-nest-qu'une-strategie-pour-ecarter-certains-candidats-patrick-lawson/>

Mwakikagile Godfrey (2007), *Nyerere and Africa: End of an Era*, Pretoria : New Africa Press.

Ntwali Valéry Iragi (2023), « opposition politique et lutte pour la conquête du pouvoir d'état en république démocratique du Congo. Diagnostic d'un tigre en papier de la démocratie congolaise », *Hal*, p. 1-38.

Rule James Bernard (2002), « les leçons du choix rationnel », *Sociologie et sociétés*, vol. 34, n° 1, p. 51-66.

Schmitt Laurent (2014), « L'égo des hommes politiques », consulté le 25/12/2024, https://www.huffingtonpost.fr/actualites/article/l-ego-des-hommes-politiques_51866.html

Schmitt Laurent (2014), *Le bal des ego*, Paris, Odile Jacob.

Senenews (2019), « Aujourd'hui, 25 avril 1988 : le début du procès de l'opposant Abdoulaye Wade, consulté le 24/12/2024, https://www.senenews.com/actualites/aujourd'hui-25-avril-1988-le-debut-du-proces-de-l'opposant-abdoulaye-wade_271968.html

Singo Patrick (2013), « Coalitions d'opposition et éviction démocratique des partis dominants africains : Enseignements à tirer des élections de 2002 au Kenya », *ASPJ Afrique & Francophonie*, p. 4-27

Souaré Issaka (2010), *Les partis politiques de l'opposition en Afrique de l'ouest : leur quête pour le pouvoir d'Etat : les cas du Bénin, du Ghana et de la Guinée*, thèse de doctorat, Université du Québec à Montréal.

Souaré Issaka (2017), *Les partis politiques de l'opposition en Afrique : la quête du pouvoir*, Presses de l'Université de Montréal.

Tété Tété (1998), *La démocratisation à la togolaise*, Paris, L'Harmattan.

Togoactu (2018), « Des dissensions à la C14 ? Togo Debout saisi Adjamagbo », consulté le 25/12/2024, <https://togoactu24.com/des-dissensions-a-la-c14-togo-debout-saisi-adjamagbo/>

Quantin Patrick (1995), *Les élites politiques face aux transitions démocratiques*, Paris, Karthala.

Vérité des peuples (2009), « la baraque de la C14 chavire : Le PSR se désolidarise du groupe : La coalition des 14 à bout de souffle », consulté le 24/12/2024,

<https://www.republicoftogo.com/content/download/76253/1912962/1>

Winkin Yves (2017), « L'interactionnisme symbolique », consulté le 24/12/2024,

https://bibliotheques.ctguyane.fr/FRANCONIE/doc/UNIVERSALIS/_b64_b2FpLXVuaXZlcnNhbGZLmZyLWFyay0tMzQ4ODUtYXNhZU5UMDI1MDQ%3D/interactionnisme-symbolique?_lg=fr-FR